



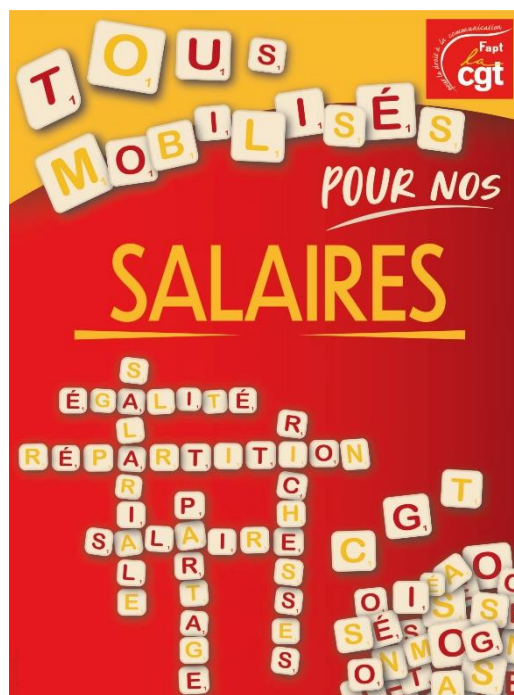
AUGMENTER LES SALAIRES MAINTENANT !

17 mars journée de grève et de mobilisations interprofessionnelles

L'inflation des produits de première nécessité, de l'alimentaire, de l'énergie, du carburant, aujourd'hui personne ne peut nier que les prix flambent et rendent les fins de mois encore plus difficiles pour beaucoup de travailleuses et de travailleurs. Le gel du point d'indice pour les fonctionnaires, des NAO en berne dans le privé, le pouvoir d'achat devient la principale priorité, des jeunes, des salarié.e.s du secteur privé et du public, des privé.e.s d'emploi et des retraité.e.s. Malgré cet état de fait, le gouvernement et le patronat restent sourds aux difficultés et aux revendications de la majorité des travailleuses et travailleurs et ne proposent que des mesurètes telles que : les primes Macron défiscalisées et l'indemnité inflation.

Les propositions comme la baisse du prix de la baguette à 29 centimes d'€ et l'augmentation des salaires par la baisse des cotisations sociales sont des leurres. Rappelons que les cotisations sociales sont une partie intégrante du salaire (salaire socialisé) qui permettent le financement de la Sécurité Sociale de manière solidaire au nom de « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins ». Sans ces ressources, la porte est ouverte aux vautours du privé qui dépèceront nos systèmes solidaires d'allocations familiales, de santé, de retraites et de chômage.

Face à la flambée des prix de l'énergie et des carburants, le gouvernement octroie une prime inflation de 8,30 € par mois et dans le même temps les entreprises reçoivent des milliards d'aides sans conditionnalité en matière d'emploi ni de normes environnementales. Pour la CGT, cet argent doit être affecté à l'augmentation générale des salaires et en premier lieu au relèvement conséquent du SMIC et non pas à gaver outrageusement les actionnaires.



Avec ses 5,4 millions de fonctionnaires, l'Etat est le premier employeur du pays, une politique de revalorisation salariale ambitieuse pour les trois versants de la Fonction Publique aurait donc un effet d'entraînement sans compter l'impact considérablement positif sur la consommation des ménages qui est le moteur de l'économie.

On est loin de cette ambition, avec le gel du point d'indice, les agent.e.s hospitalier.e.s et les enseignant.e.s français.e.s sont parmi les moins bien payé.e.s de l'Europe occidentale. L'austérité salariale est au cœur du système libéral depuis 40 ans, la stratégie des libéraux a consisté à jouer la carte de la résignation et de la culpabilisation en permanence et c'est ainsi que le gouvernement a lancé une invitation aux patrons pour se saisir de l'outil infâme des accords de performance collective qui imposent une baisse de salaire et/ou une hausse du temps de travail sous prétexte de sauver l'emploi.

Le conte pour enfants de Macron « le ruissèlement de l'argent des riches vers les moins fortunés » ne s'est toujours pas réalisé. C'est même l'inverse qui se produit puisque la fortune des milliardaires français a augmenté de 86 % depuis le début de la pandémie, tandis que, dans le même temps 4 millions de personnes supplémentaires se sont retrouvées en situation de vulnérabilité.

Un rééquilibrage doit être fait, ce que nous appelons une meilleure répartition des richesses créés par le travail. C'est tout le sens de cette journée de mobilisation.

La CGT revendique :

- L'augmentation générale des salaires avec comme salaire de référence le SMIC à 2 000 €.
- La revalorisation du point d'indice.
- L'augmentation des pensions, les retraité.e.s ont perdu plus de 10 % de pouvoir d'achat depuis 2014.
- L'augmentation des bourses étudiants, confrontés à une précarité grandissante.
- L'égalité salariale entre les femmes et les hommes et une revalorisation des métiers les plus féminisés.

A l'appel de l'intersyndicale CGT- FSU-UNSA et Solidaires

Rassemblement Place des Allées

(Kiosque à musique)

à Vesoul à 14 H